

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60021 Beauvais

Beauvais, le 12/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SYNTHOMER FRANCE**

704 RUE PIERRE ET MARIE CURIE  
60170 RIBECOURT-DRESLINCOURT

Références : IC-R/0128/24-SD/SL  
Code AIOT : 0005105839

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2024 dans l'établissement SYNTHOMER FRANCE implanté 704 RUE PIERRE ET MARIE CURIE 60170 RIBECOURT-DRESLINCOURT. L'inspection a été annoncée le 06/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SYNTHOMER FRANCE
- 704 RUE PIERRE ET MARIE CURIE 60170 RIBECOURT-DRESLINCOURT
- Code AIOT : 0005105839
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement Synthomer France SAS de Ribécourt-Dreslincourt est spécialisé dans la fabrication de caoutchouc synthétique sous forme liquide ou solide, dont les applications sont diverses et concernent notamment les matériaux de construction, la colle et la peinture.

L'établissement est Seuil haut. Ses activités sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 27/08/2012.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Légionelles / prévention légionellose
- Biocides

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	PC n°4 : Traçabilité des actions correctives et préventives	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PC n°1 : Personne référente et formation des personnes en charge de la tour	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Sans objet
2	PC n°2 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	Sans objet
3	PC n°3 : Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b.	Observations
5	PC n°5 : Fréquence des analyses des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a	Sans objet
6	PC n°6 : Transmission des résultats d'analyses des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e	Observation
7	PC n°7 : Nettoyage préventif annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c.	Observation
8	PC n°8 : Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.	Observation
9	PC n°9 : Stockage des produits biocides et autres.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9	Sans objet
10	PC n°10 : Etat des parties visuellement accessibles.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les analyses sont régulièrement réalisées et ne présentent pas de dépassement.  
Certains documents nécessitent d'être mis à jour.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : PC n°1 : Personne référente et formation des personnes en charge de la tour**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p> <p>Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>— les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;</li><li>— les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;</li><li>— les dispositions du présent arrêté.</li></ul> <p>En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est dispensée aux opérateurs concernés.</p> <p>Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>— les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;</li><li>— la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;</li><li>— les attestations de formation de ces personnes.</li></ul> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a rédigé une procédure générale afin d'encadrer toutes les obligations réglementaires liées à la gestion des circuits de refroidissement et à la prévention de la légionellose. Cette procédure est désignée 900HI008.</p> <p>Cette procédure désigne et liste les personnes responsables des différentes missions liées au circuit de refroidissement et plus particulièrement à la tour aéroréfrigérante (TAR).</p> <p>L'exploitant tient à jour en complément de la procédure un tableau des personnes formées avec la date de la dernière formation et la date du prochain renouvellement.</p> <p>Le jour de l'inspection, toutes les formations avaient moins de 5 ans.</p> <p>La formation est réalisée en interne par Monsieur Beaudoin. Le support de formation reprend les différents points à aborder au sein de la prescription.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : PC n°2 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous. L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>— la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;</li><li>— les points critiques liés à la conception de l'installation ;</li><li>— les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;</li><li>— les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article.</li></ul> Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué. Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.  Sur la base de l'AMR sont définis : <ul style="list-style-type: none"><li>— les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;</li><li>— un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;</li><li>— les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.</li></ul> En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'analyse méthodique des risques est mise à jour tous les ans. Elle est réalisée avec le support de la société VEOLIA. La dernière mise à jour est datée du 21 décembre 2023. Cette AMR reprend l'ensemble de points qui doivent être abordés et décrits au sein de la prescription. Elle conclut sur des actions à mener selon une cotation notamment en criticité . L'AMR présente 3 axes d'amélioration. Les actions à mener pour améliorer ces points sont intégrées au sein d'un plan d'action.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : PC n°3 : Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.</p> <p>Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.</p> <p>Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.</p> <p>Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.</p> <p>Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en <i>Legionella pneumophila</i>.</p>
<b>Constats :</b> <p>La procédure générale 900HI008 définit la stratégie de traitement, le plan de surveillance et le plan d'entretien.</p> <p>La procédure précise selon les paramètres suivis :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les responsables des actions</li><li>- la fréquence de suivi</li><li>- les résultats attendus</li><li>- les actions correctives en cas de dérive.</li></ul> <p>En complément de la procédure, l'exploitant a rédigé en accord avec la société VEOLIA une fiche de stratégie de traitement. Cette fiche liste les produits utilisés et les dosages cibles associés. Elle justifie également les raisons des choix des produits.</p> <p>Les actions du plan d'entretien formalisées au sein du paragraphe 8.1 de la procédure 900HI008 sont enregistrées dans le carnet de suivi (journal d'intervention).</p> <p>Le plan de surveillance décrit au sein du paragraphe 9 de la procédure 900HI008 fixe les paramètres de suivis et les valeurs cibles. Les mesures et relevés sont enregistrés au sein des consignes de poste.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p><b>Observation n°1 :</b> L'AMR reprend les traitements appliqués au circuit de refroidissement et notamment les dosages et les valeurs cibles. Ces dernières au sein de l'AMR sont différentes de celles fixées au sein de la stratégie de traitement. Ce point est également identifié au sein de l'AMR. L'exploitant est en cours de mise à jour de ces documents dans le cadre de l'ajustement des concentrations attendues en produits de traitement.</p> <p><b>Observation n°2 :</b> Au sein des consignes de poste, par sondage, il a été constaté que le paramètre conductivité avait été enregistré avec une grandeur différente. Les personnes en charge des enregistrements seront sensibilisées à s'assurer de la valeur à saisir.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : PC n°4 : Traçabilité des actions correctives et préventives**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, respect des consignes d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne : <ul style="list-style-type: none"><li>— les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;</li><li>— les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;</li><li>— les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;</li><li>— les périodes d'arrêts complet ou partiels ;</li><li>— le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;</li><li>— les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;</li><li>— les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ;</li><li>— les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs.</li><li>— les modifications apportées aux installations.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant enregistre l'ensemble des informations de la prescription au sein de différents documents et notamment le carnet de suivi et le journal d'intervention. Toutefois, l'exploitant n'a pas de suivi et d'enregistrement des eaux rejetées mensuellement.  L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas de compteur sur la purge. Il est rappelé à l'exploitant que cette quantité d'eau peut être estimée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>NC n°1 :</b> Le volume d'eau rejeté mensuellement n'est pas reporté dans le carnet de suivi.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 5 : PC n°5 : Fréquence des analyses des concentrations en Lp**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> La fréquence des prélèvements et analyses des <i>Legionella pneumophila</i> est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L). L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant. Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.
<b>Constats :</b>  La fréquence des prélèvements est respectée et les résultats sont enregistrés sous l'application GIDAF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : PC n°6 : Transmission des résultats d'analyses des concentrations en Lp**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.
<b>Constats :</b>  Après contrôle sous l'application GIDAF, il a été constaté que le délai de 30 jours entre la date de prélèvement et l'enregistrement dans l'application n'était pas toujours respecté.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Observation n°3 :</b> Il a été rappelé à l'exploitant le jour de l'inspection qu'il était important de respecter le délai de 30 jours entre le jour du prélèvement et l'enregistrement des résultats sous GIDAF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : PC n°7 : Nettoyage préventif annuel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consignes d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an. Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles. Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il en informe le préfet et lui propose la mise en œuvre de mesures compensatoires. L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant fait réaliser un nettoyage mécanique et chimique tous les ans par une société spécialisée. Le dernier nettoyage a été réalisé du 21 au 23 août 2023 par la société CTP. La société CTP rédige un rapport des travaux réalisés. La société ne précise pas au sein de son protocole les mesures mises en place pour prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Observation n°4 :</b> L'exploitant s'assurera que la société qu'il emploie pour réaliser le nettoyage annuel met en place des actions pour prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement lorsqu'il est utilisé un jet d'eau sous pression pour le nettoyage mécanique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 8 : PC n°8 : Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consignes d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L.</p> <p>a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention « URGENT &amp; IMPORTANT — TOUR AÉRORÉFRIGÉRANTE — DÉPASSEMENT DU SEUIL DE 100 000 UNITÉS FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU ».</p> <p>Ce document précise :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>— les coordonnées de l'installation ;</li><li>— la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ;</li><li>— la date du prélèvement ;</li><li>— les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation.</li></ul> <p>En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.</p> <p>Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours.</p> <p>b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté.</p> <p>c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.</p> <p>Des prélèvements et analyses en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois.</p> <p>d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion.</p> <p>e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident, ainsi que la fiche stratégie de traitement définie au point I. Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.</p> <p>Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV du présent article.</p> <p>Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.</p>

f) Dans les six mois qui suivent l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV-1 du présent article.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a rédigé un paragraphe spécifique n°11 au sein de la procédure 900HI008. La rédaction de cette procédure spécifique précise l'arrêt de la dispersion. Toutefois cette étape apparaît après des étapes de production. Cette rédaction peut évoquer un doute de l'arrêt immédiat de la dispersion. Le jour de l'inspection, l'exploitant a confirmé que l'arrêt de la dispersion était immédiat.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Observation n°5 :</b> La procédure des actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 mettent en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 100 000 UFC/L doit être rédigée de façon à garantir un arrêt immédiat de la dispersion sans équivoque.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : PC n°9 : Stockage des produits biocides et autres.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Terrain - Prévention des accidents et des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> Etat des stocks de produits dangereux. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. La présence sur le site de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant réalise un état des stocks. Les produits de la TAR sont présents sauf le produit désigné BD1500 car il n'est pas dangereux.  Le jour de l'inspection les FDS n'étaient pas affichées au lieu d'utilisation des produits.  L'exploitant a affiché les FDS le 29 mars 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 10 : PC n°10 : Etat des parties visuellement accessibles.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Terrain - Entretien préventif et surveillance de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> 2. Entretien préventif de l'installation  L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.  Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant devra s'assurer auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour, pour le respect du taux d'entraînement vésiculaire défini à l'article 12.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, la TAR était en bon état de propreté.  L'exploitant a indiqué que le dévésiculeur avait été changé en 2010.  L'exploitant a transmis l'attestation de conformité du fabricant du dévésiculeur qui est également le fabricant de la TAR qui confirme la compatibilité du dispositif et du respect du taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 %.  La FDS du biocide a été parcourue le jour de l'inspection.  Les produits de traitement y compris le biocide sont stockés dans les conditions indiquées dans les FDS et sur rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite